

## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 16 JUILLET 2020

### Délibération n° 2020-057- DC

Date d'affichage :

**Le 22 juillet 2020**

Effectif statutaire : 81  
Membres en exercice : 81  
Quorum : 41  
Présents : 79  
Excusé(s) : 2  
Dont représenté(s) : 2  
Absent(s) : 0

Nombre de votants : 81

Secrétaires de séance :

Madame Nathalie SECOUÉ, conseillère communautaire de la Commune de Doué-en-Anjou, et Monsieur Pierre-Yves DOUET, conseiller communautaire de la Commune de Louresse-Rochemenier

Le seize juillet deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc d'exposition du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jean-Michel MARCHAND, Président, le neuf juillet deux mille vingt.

**Présents : (79)**

Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Jean-Pierre ANTOINE, Gilles BARDIN, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Alain BOISSONNOT, Yves BOUCHER, Arlette BOURDIER, Alain BOURDIN, Emmanuel BRAULT, Laurence CAILLAUD, Jeannick CANTIN, Christophe CARDET, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Pierre de BOUTRAY, Pierre-Yves DELAMARE, Michel DELPHIN, Pierre-Yves DOUET, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Armel FROGER, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Christian GALLÉ, Isabelle GRANDHOMME, Didier GUILLAUME, Béatrice GUILLON, Thomas GUILMET, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Isabelle ISABELLON, Benoit LAMY, Benoît LEDOUX, Sylvain LEFEBVRE, Eric LEFIEVRE, Astrid LELIEVRE, Nathalie LIEBAULT, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Jacky MARCHAND, Guillaume MARTIN, Jean-François MIGLIERINIA, Thierry MORISSET, Nathalie MORON, Marc-Antoine NERON, Noël NERON, Laurent NIVELLE, Nicole PEHU, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Gérard POLICE, Armelle PONCET, Bruno PROD'HOMME, Jean-Philippe RETIF, Didier ROUSSEAU, Gilles ROUSSILAT, Nathalie SECOUÉ, Gilles TALLUAU, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie TAUGOURDEAU, Sophie TUBIANA, Patricia VILLARME.

**Dont suppléé(s) remplacé(s) :**

**Excusés : (2)**

Gaëlle FAURE, Géraldine LE COZ

**Dont excusés ayant donné pouvoir : (2)**

Gaëlle FAURE à Grégory PIERRE, Géraldine LE COZ à Jackie GOULET.

### DÉTERMINATION DU NOMBRE DE VICE-PRÉSIDENTS

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la communauté d'agglomération Saumur Loire Développement, de la communauté de communes Loire Longué et de la communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BI/2019-133 en date du 11 septembre 2019 constatant le nombre total de sièges que compte l'organe délibérant de l'EPCI, fixé à 81, et leur répartition par commune membre ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-2, L. 5211-10 ;

Considérant que le nombre de vice-présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 % de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze vice-présidents ;

Considérant que l'organe délibérant peut, à la majorité des deux tiers, fixer un nombre de vice-présidents supérieur à celui qui résulte de l'application des deuxième et troisième alinéas, sans pouvoir dépasser 30 % de son propre effectif et le nombre de quinze ;

**Le Conseil communautaire, décide, après en avoir délibéré :**

- De fixer le nombre de vice-présidents à 15 (quinze).

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 81 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

**22 JUIL. 2020**

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2020



Pour Extraire Conforme  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	5 - Institution et vie politique	5.1 Election des exécutifs	5.1.4 Election des exécutifs des EPCI
-------------------	----------------------------------	----------------------------	---------------------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »